

**MEETING - 1^{er} OCTOBRE - PARIS : Combattre l'austérité.
Refuser l'accompagnement de celle-ci par le mouvement ouvrier**

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Zone euro : comment éviter la catastrophe ?

- La restructuration de la dette grecque interviendra tôt ou tard
- Le problème est d'en éviter les effets systémiques pour les Etats et les banques
- A court terme, seule la Banque centrale européenne a les moyens d'éteindre l'incendie



LE FIGARO

économie

Les marchés hantés par un défaut de la Grèce

Malgré les démentis officiels, l'hypothèse d'une restructuration des créances d'Athènes gagne du terrain. L'incertitude a fait plonger les places boursières. PAGE 20

ZOOM
Nestlé se Nesfluid des rayons

AGROALIMENTAIRE : décidé de retirer des boissons miracle, Nestlé à la fin de l'année. L'an en France à grand fort de publicité, ce f... base d'un...

hausses pôts ama... ées par les iblicains PAGE 21

centres merciaux ibail- imco tent rise PAGE 23

RO : é C RO

EUROPE
La discussion téléphonique d'hier soir entre le numéro deux du gouvernement grec et les chefs de la mission des créanciers internationaux a porté sur les moyens de hâter la mise en œuvre du plan de discipline budgétaire.

La troïka exige de la Grèce qu'elle observe ses « quinze commandements »

Rien de bien conçu n'a filtré de la discussion d'hier soir entre le ministre grec des Finances, Evangelos Venizelos, et les chefs de file de la troïka. En début de soirée, la Grèce s'est bornée à indiquer que les discussions avaient été « productives et substantielles » et se poursuivraient ce mardi soir. Qu'attendent de plus de la Grèce ses bailleurs de fonds internationaux ? La réponse serait dans un courriel envoyé par Ilias Pantazou, le secrétaire général chargé de l'application de la politique fiscale, à plusieurs ministres concernés.

Devoilé par l'Agence de presse d'Athènes, ce courriel contenait les abattements fiscaux d'un contribuable pour collecter l'impôt de solidarité qui alimente les fonds d'assurance-chômage. Dans le courriel, il est question d'égaliser les taux d'imposition du diesel et du fioul pour chauffage. Au chapitre fiscal, la troïka incite les autorités à envisager le relèvement des taxes sur le tabac, l'alcool et le luxe. Sur les retraites, les Européens et le FMI insisteraient des coupes dans celles de la marine marchande, de l'opérateur des télécoms OTE ainsi que des retraites agricoles. Plus généralement, la troïka prône le gel de toutes les retraites jusqu'en 2015 et l'adoption d'un nouveau cadre juridique pour la fonction publique.

l'AIDE DES ÉMERGENTS NE SERA PAS MASSIVE

Faut-il s'attendre que les pays émergents tirent l'Europe d'affaire ? « Il n'y a pas de panacée », a déclaré Robert Zoellick, le président de la Banque mondiale, au « Wall Street Journal ». « Personne n'est en train d'arriver avec une grosse valise remplie d'argent pour résoudre le problème », a-t-il ajouté. Les grands pays émergents des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) ont déjà donné un...



PARIS
1^{er} OCTOBRE
MEETING

Grèce : le pays au bord du gouffre, le FMI exige davantage encore de coupes budgétaires

“On peut s'attendre à une explosion sociale aux conséquences imprévisibles”

Interview d'Hélène Zografaké-Telemè, membre de la commission exécutive d'OLME (fédération syndicale des enseignants du secondaire de Grèce), qui prendra la parole au meeting internationaliste du 1^{er} octobre à Paris.

Hier les représentants de la « troïka » ont exigé du gouvernement grec l'adoption d'une nouvelle série de quinze mesures d'austérité qui s'ajoutent aux précédentes. De quoi s'agit-il ?

Les mesures qui ont été annoncées, sans être confirmées, ont indigné les gens et l'on peut s'attendre à une explosion sociale au moindre prétexte, avec des conséquences imprévisibles. Les mesures les plus douloureuses sont l'exigence de licenciements, même dans le secteur public, l'extension de l'institution de la « réserve de travail », ce qui signifie le chômage pour 30 000 agents, la baisse des salaires des fonctionnaires — en plus des coupes qui ont déjà eu lieu — d'environ 20 %, la baisse de toutes les retraites supérieures à 1 000 ou 1 500 euros, une restructuration brutale du système de santé.

Quelle est la réaction de ton syndicat ?

Le syndicat OLME a considéré que ces mesures sont d'une telle brutalité et d'une telle étendue qu'elles dépassent les revendications syndicales d'une fédération comme OLME. Nous en appelons à la réunion de



tous les syndicats, avec comme objectif le renversement de la politique du gouvernement, et l'éviction du gouvernement, de l'Union européenne et du FMI. Nous appelons les collègues à la désobéissance contre les exactions qui sont imposées, par tous les moyens de mobilisation en commun avec tous les travailleurs du secteur public et du secteur privé, par des occupations et des blocus des directions régionales de l'éducation, en vue de faire échouer les mutations

obligatoires des collègues aux frontières du territoire, par des rassemblements avec les parents et les élèves. Nous proposons une grève de 48 heures, les 4 et 5 octobre, avec de nouvelles assemblées générales pour l'intensification du combat. En même temps, nous sommes d'accord avec les autres fédérations pour une action commune et faisons pression sur ADEDY (la confédération syndicale du secteur public — NDLR) pour qu'elle s'engage dans des mobilisations plus décisives avec des revendications politiques élargies.

Justement, ADEDY appelle à la grève le 6 octobre, et il y a des discussions en

cours avec la direction de la GSEE (la confédération syndicale du secteur privé). Quelle est la situation ? Quel est l'état d'esprit des travailleurs ?

Demain, 21 septembre, il y a une réunion commune d'ADEDY et de la GSEE pour réaliser directement, probablement la dernière semaine de septembre, la grève générale. Le climat sur les lieux de travail et dans les services est déjà cauchemardesque. La stratégie de la peur, relayée par les médias — qui terrorisent la société —, semble ne pas pouvoir parvenir à ses fins. Les partis qui sont en désaccord avec la politique actuelle, le mouvement syndical, les syndicalistes et plus généralement quiconque élève la voix pour protester sont dans la collimateur. La répression des mobilisations et le régime policier sont sans précédent.

La société semble avoir conscience que les mesures annoncées en appellent d'autres plus douloureuses encore, que ces mesures vont dans la mauvaise direction, car elles ne conduisent finalement ni à une limitation de la dette ni du déficit.

Ce sont des mesures de classe, qui cassent les travailleurs au profit du grand capital et des banquiers, tant en Grèce que dans le monde entier.

Propos recueillis par Dominique FERRÉ ■

La troïka dicte ses “quinze commandements” à la Grèce

“Front politique et social incandescent” à Athènes

En Grèce, l'immense programme de privatisation exigé par l'Union européenne et le FMI n'a pas encore commencé, « au vu de la confrontation frontale » qu'il implique, commente l'AFP. Le gouvernement a bien multiplié les appels à l'union nationale, rien n'y fait. Dans l'affolement général, le sommet de crise de la zone euro des 16 et 17 septembre n'a pu décider qu'une seule chose : différer le versement d'une nouvelle tranche du prêt à la Grèce, exiger du gouvernement d'Athènes de « nouveaux efforts ». Précipitamment, le Premier ministre grec, le « socialiste » Georges Papandréou, doit annuler son voyage aux Etats-Unis et réunir un cabinet restreint en urgence, le dimanche 18 septembre.

A son issue, le ministre des Finances annonce qu'il faut encore « réduire la fonction publique ». C'est par un simple courrier électronique que sont informés les ministres concernés des « quinze commandements » de la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI).

Elle exige notamment l'instauration du chômage technique dans la fonction publique, le gel des retraites d'ici à 2015 et la fusion ou la fermeture d'une trentaine d'organismes publics. Et le représentant du FMI à Athènes de menacer publiquement le gouvernement, lors d'une conférence de presse à Athènes, le 19 septembre : « Les privatisations ont du retard par rapport au programme car les hommes politiques ne peuvent se mettre d'accord sur la façon de procéder (...). Si vous attendez encore, le pays ira au défaut (de paiement). »

Le quotidien patronal français *Les Echos* (19 septembre) parle de « front politique et social incandescent » à Athènes. Le gouvernement fait face de toutes parts au Parlement à des exigences d'élections anticipées, les centrales syndicales « discutent d'une nouvelle grève générale le 6 octobre », et « l'hostilité des Grecs à l'impôt exceptionnel sur la propriété foncière », décidé dans l'urgence il y a dix jours et qui devait être prélevé directement sur les factures d'électricité, « se renforce de jour en jour ».

Y. L. ■

**MEETING - 1^{er} OCTOBRE - PARIS : Combattre l'austérité.
Refuser l'accompagnement de celle-ci par le mouvement ouvrier**

Espagne

Quand les "marchés", après la Grèce, menacent l'Espagne...

La grève des enseignants de Madrid a commencé

Andreu Camps

Le mercredi 14 septembre, jour officiel de la rentrée scolaire, des assemblées se sont tenues dans la majorité des lycées de la région. A 18 h 30, une manifestation a traversé le centre de Madrid, rassemblant 50 000 enseignants mais aussi des parents et des élèves. La détermination pour aller à la grève était unanime. Rappelons que ce qui a été voté majoritairement dans l'assemblée des délégués du 8 septembre, c'est de faire la grève les mardis, mercredis et jeudis, toutes les semaines, les étudiants faisant grève les vendredis et lundis.

LES APPAREILS SYNDICAUX ESSAIENT DE CONTOURNER LE MANDAT

Le lundi 12 septembre, l'intersyndicale a décidé d'appeler exclusivement à deux jours de grève, les 20 et 21 septembre. Selon le journal *El País*, « les enseignants avaient voté pour une action mais les syndicats en ont décidé une autre ». Mais après la manifestation massive du 14 septembre, les responsables syndicaux ont été interpellés pour que les syndicats respectent le mandat des délégués.

Les responsables des Commissions ouvrières (CCOO, organisation majoritaire) et de l'UGT ont été contraints de convoquer des assemblées d'adhérents les 15 et 16 septembre. L'assemblée des CCOO, convoquée à la hâte et presque de façon confidentielle, même si elle n'a pas rassemblé plus de 150 participants, a voté pour les trois jours de grève. L'assemblée de l'UGT, ultra minoritaire, a voté à l'arraché la décision de l'intersyndicale. Les nouvelles assemblées dans les lycées, le 17 sep-



Madrid, le 14 septembre 2011 : professeurs et étudiants manifestent contre les coupes opérées dans le budget de l'Éducation.

tembre, ont réaffirmé trois jours de grève toutes les semaines.

AU MOMENT OÙ NOUS ÉCRIVONS CES LIGNES... DANS LES AUTRES RÉGIONS

Comme nous l'avons expliqué auparavant, dans trois autres régions (Galice, Castille-Manche, Navarre), il y a aussi des suppressions de postes. En Navarre, l'intersyndicale a adopté un calendrier de mobilisations disloquées (le

18 octobre, une heure dans le primaire ; le 20 octobre dans le secondaire ; le 25, deux heures dans tous les secteurs ; le 27, une journée de lutte). En Galice, sont convoquées trois journées de grève les 20, 21 et 27 septembre, et en Castille, une assemblée de délégués doit décider si les enseignants se mettent en grève illimitée ou s'ils suivent les propositions de l'intersyndicale.

Si la grève à Madrid l'emporte, il est clair que cela aura un impact dans les autres régions. ■



Message de Loïc Caballero, délégué de la ville de Fuenlabrada qui compte vingt lycées, affilié à l'UGT

«Jordi Salvador Duch, secrétaire général de l'UGT de Tarragone, qui participera au meeting du 1^{er} octobre, rendra compte de notre combat»

Camarades, Aujourd'hui, en faisant partie du piquet de grève qui fait le tour de tous les lycées de la ville et ses environs, je veux apporter mon soutien au meeting du 1^{er} octobre placé sous le signe du combat pour l'unité pour le retrait de tous les plans d'austérité et la défense de nos organisations. Dans mon pays, nous subissons de plein fouet les conséquences des plans successifs d'ajustement dictés par le FMI et l'Union européenne, et appliqués par le gouvernement Zapatero et les différents gouvernements régionaux. C'est le cas à Madrid, où ils annoncent la suppression de 3 200 postes d'intérimaires dans l'enseignement secondaire.

Aujourd'hui, les 21 000 enseignants du secondaire se sont mis en grève. Dans tous les lycées de la ville, la grève est totale. Nous avons un rassemblement à 11 heures devant la mairie et nous manifesterons à 18 h 30, venus de toute la région de Madrid, dans la capitale. D'ores et déjà, nous savons que la grève est totale dans le sud de la région, où se trouvent les grandes concentrations ouvrières. Nous combattons pour que le jeudi 22 septembre se tienne une assemblée de délégués de tous les établissements scolaires de la région pour la poursuite de la grève. Nous sommes confrontés à toutes les manœuvres de diversion de la part

de hauts responsables syndicaux, y compris de mon syndicat, qui essaient d'imposer un « calendrier de mobilisation » dislocateur et s'opposent à la constitution d'un comité régional de grève avec des délégués et les syndicats. Le camarade de mon pays, Jordi Salvador Duch, qui participera au meeting du 1^{er} octobre, rendra compte du combat que nous menons, qui recoupe les autres mobilisations en cours dans plusieurs régions contre la suppression des postes dans l'enseignement et, d'autre part, contre la fermeture des centres de santé, tout cela au nom de la « réduction des déficits publics ».

ÉDITORIAL

Oui, aux côtés du peuple grec !

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

Utiliser les mots à contresens est un art dans lequel excellent les instituts de sondage. Ainsi, l'Ifop décompte « 68 % des Français hostiles à l'aide française à la Grèce. » De qui se moque-t-on ? Aider les banquiers (français, allemands, américains...), leur garantir les dividendes de leurs spéculations, ce serait aider le peuple grec ? Non, c'est l'enfoncer dans la misère et piétiner les restes de démocratie dans un pays qui en fut le berceau. C'est sacrifier toute souveraineté au compte de la troïka FMI-Union européenne-BCE qui dicte ses exigences par téléconférence et envisage publiquement de « les mettre sous tutelle » (1) !

Nous, nous serons aux côtés du peuple grec, le 1^{er} octobre, porte de Charenton. Nous serons présents pour transmettre à la représentante syndicale présente à la tribune un message destiné à tous les travailleurs grecs : « Vous avez mille fois raison de vous opposer à l'ignoble plan dicté par la troïka qui prétend liquider des pans entiers des services publics, réduire au statut de "réservistes" des milliers de fonctionnaires, en condamner des milliers d'autres au chômage, et bloquer les retraites ! Oui, vous avez raison de préparer, à l'appel de vos organisations syndicales, une nouvelle grève générale le 6 octobre pour dire : "Dehors le FMI et la troïka". » Nous serons, le 1^{er} octobre aux côtés du peuple grec pour dire que la souveraineté du peuple exige que soient chassés les représentants de la troïka et annulée la dette qui étrangle le pays.

Nous serons là le 1^{er} octobre, pour affirmer la légitimité du combat de résistance des travailleurs et de la jeunesse de Grèce et de toutes les classes ouvrières d'Europe représentées à la tribune du meeting internationaliste, par les délégués venus de Grèce, mais aussi de Grande-Bretagne (où se prépare la grève dans les services publics), d'Espagne (où se poursuit la grève des enseignants contre le plan de rigueur), du Portugal, d'Allemagne, d'Irlande, de Tunisie, et de France. Nous serons là le 1^{er} octobre pour dire l'urgence qu'il y a à forger, sur tout le continent, le front commun des travailleurs et des organisations, combattant les plans de rigueur en toute indépendance, parce que refusant tout consensus pour rembourser la dette et réduire les déficits publics.

Ajoutons ceci : pour notre part, Parti ouvrier indépendant, nous serons présents à cette tribune parce que le sort de la classe ouvrière, de la jeunesse et du peuple de notre pays est indissociable du sort des travailleurs et des peuples de toute l'Europe (2). Mais aussi parce que les banques françaises qui prétendent obtenir la garantie de leur dette — c'est-à-dire de leurs tripotouillages spéculatifs — sur la base de la destruction de la nation grecque, ne méritent qu'une seule réponse : la confiscation, pure et simple, de leurs actifs et leur mise au service des besoins et de la satisfaction du peuple. Ce qui suppose de ne pas craindre de rompre avec l'Union européenne et le FMI.

Alors oui, avec les travailleurs, les représentants et les militants venus de tous les pays d'Europe, de Tunisie, des États-Unis : tous, le 1^{er} octobre au meeting internationaliste !

(1) Propos du ministre belge des Finances au cours du sommet européen des 17 et 18 septembre.

(2) N'annonce-t-on pas déjà chez nous un nouveau train de déremboursement de 600 médicaments ? N'apprend-on pas que, pour faire des économies, l'Union européenne s'appête à supprimer les subventions accordées à tous les organismes d'aide alimentaire. Il y a urgence à bloquer la marche à la barbarie !

**MEETING - 1^{er} OCTOBRE - PARIS : Combattre l'austérité.
Refuser l'accompagnement de celle-ci par le mouvement ouvrier**

**PARIS
1^{er} OCTOBRE
MEETING**

Paul Paternoga, responsable IG Metall, membre de la direction régionale de la commission ouvrière (Afa) du SPD du Land de Rhénanie-du-Nord-Wesphalie prendra la parole au meeting à Paris

Allemagne : la coalition au pouvoir se débat dans la crise

Nouveau revers pour Angela Merkel : ses alliés libéraux du FDP ont été balayés lors des élections locales, à Berlin, le 18 septembre. Le propre parti de la chancelière allemande, la CDU-CSU, est ouvertement divisé sur l'avenir de la zone euro, alors que le Parlement doit voter, le 29 septembre, sur l'extension du Fonds européen de stabilité financière.



Face à la crise du gouvernement Merkel, Michael Sommer, président de la centrale syndicale, le DGB, a invité le gouvernement à rechercher le consensus avec la direction du SPD pour le « sauvetage de l'euro ». Tes collègues en attendent-ils la satisfaction de leurs revendications ?

Que signifie cette notion de « sauvetage de l'euro » ? Il ne s'agit ni plus ni moins que de faire payer par les peuples de l'Europe les trafics de ces bandits des banques, des fonds spéculatifs et de Private Equity. Michael Sommer est parfois le représentant des travailleurs en Allemagne. Mais quand il réclame un consensus des partis pour « le sauvetage de l'euro », ce n'est pas seulement un scandale, c'est prendre position contre nous. Il n'y a qu'une voie : les syndicats doivent organiser une résistance comme il n'y en a rarement eu jusqu'ici. Sans des manifestations à

la hauteur allant jusqu'à la grève contre les mesures du gouvernement, même si cette forme de grève est interdite en Allemagne (1), organisées par les fédérations syndicales du DGB et par le DGB lui-même, ça ne marchera pas.

Il faut que les syndicats se retirent immédiatement du « dialogue avec le gouvernement sur les retraites » auquel Merkel les a invités le 7 septembre. Il faut qu'ils reprennent le combat pour le retrait de la retraite à 67 ans, comme le réclament de très nombreuses résolutions préparatoires au congrès du syndicat de la métallurgie, l'IG Metall.

Tu fais partie des signataires de l'appel aux députés du SPD leur demandant de voter non à l'extension du système de sauvetage de l'euro. Pourquoi ?

Je suis membre du SPD depuis la campagne « Votez Willy » (2), donc depuis 1972. Que mes camarades, dans les Parlements, puissent adopter une politique dirigée contre les principes sociaux-démocrates, pendant longtemps, je n'ai même pas pu me l'imaginer.

Les exigences de privatisations, de baisses de salaires, de destruction des conventions collectives, tout cela fait, depuis des années, partie du programme standard du FMI pour les pays en voie de développement. Aujourd'hui, c'est au tour de l'Europe du Sud d'appliquer ce programme, sur ordre de la Commission européenne et de la BCE (Banque centrale européenne — NDLR), et demain, ce sera celui de l'Allemagne. Ce sont de bonnes raisons pour avoir signé cet appel. En vérité, il y en a beaucoup d'autres, par exemple le manque d'investissements dans les hôpitaux, les infrastructures, l'éducation et la formation, les jardins d'enfants, les soins aux personnes âgées, etc.

“Que signifie cette notion de “sauvetage de l'euro” ? Il ne s'agit ni plus ni moins que de faire payer par les peuples de l'Europe”

Pourquoi est-ce important pour toi de prendre la parole au meeting du POI le 1^{er} octobre ?

Dans tous les pays européens, il y a les attaques de la « troïka » (FMI, BCE et Commission européenne) contre la population de chaque pays, tout cela pour le « sauvetage de l'euro ».

Il faut abattre cette Europe du capital. L'Europe ne peut être unifiée que par le combat commun des travailleurs, et non par le capital ! ■

(1) La législation allemande interdit les « grèves politiques » et encadre le droit de grève. Toute grève exige préalablement une période de « concertation », et, si cette dernière n'aboutit pas, l'organisation d'un référendum parmi les personnels appelés à la grève est obligatoire.

(2) Le camarade Paternoga fait référence à la campagne pour la réélection de Willy Brandt à la chancellerie en 1972. Willy Brandt, dirigeant du SPD, maire de Berlin-Ouest, fut élu à la chancellerie en 1969, puis réélu en 1972.

ENTENDU À LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

“Sauver l'euro” ?



Le week-end dernier s'est tenue la Fête de l'Humanité. Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, et Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front de gauche, ont martelé : « Battre vraiment la droite », « libérer l'Europe de l'austérité », « un programme de rupture avec les logiques libérales ».

Les milliers de participants réunis à cette occasion y ont probablement vu un écho à l'angoisse ressentie par les travailleurs et la population face aux mesures destructrices prises par le gouvernement.

À l'occasion de la Fête de l'Humanité, Ségolène Royal, candidate aux primaires organisées par le Parti socialiste, prend la parole en insistant sur le fait qu'il « faut résoudre le déficit de la dette » et indique qu'elle a fait une proposition de loi « sur l'interdiction des licenciements boursiers (...) ». Pourquoi seulement les licenciements « boursiers » ? Les millions d'autres licenciements seraient-ils légitimes ? Faudrait-il les accepter ? Et pourtant, Jean-Luc Mélenchon commente : « Elle commence à parler notre langue. » Quelle langue ? Jean-Luc Mélenchon, qui a prôné la « grande révolution citoyenne », a expliqué, la veille de la Fête de l'Humanité : « Seule une vraie politique de gauche peut à la fois sauver l'euro et nous faire sortir de la crise (...) ». Mais n'est-ce pas au nom du sauvetage de l'euro que les « socialistes » Papandréou et Zapatero, Premiers ministres de Grèce et d'Espagne, saignent littéralement leurs propres peuples ? Ce qu'approuve Ségolène Royal qui commence, nous dit Mélenchon, « à parler notre langue ». Mais comment « sauver l'euro » — donc saigner les peuples — et d'autre part prétendre les « sauver » ? A l'évidence, les dirigeants du Front de gauche, comme les candidats du PS présents à la fête, n'ont pas voulu ou réussi à répondre à cette question.

Gérard BAUVERT ■

ANALYSE

La faillite de la Grèce menace tout le système

L'Union européenne à deux doigts d'exploser

Yan Legoff

“Une atmosphère crépusculaire règne sur les marchés financiers. Tout le monde redoute un effondrement soudain sans savoir d'où il viendra », lançait, le 15 septembre, l'éditorialiste du journal patronal *Les Echos*, hanté par la mise en faillite imminente de la Grèce.

Les jours qui ont suivi ont accentué la crise de dislocation de l'Union européenne.

Un sommet européen en crise ouverte, sous l'œil angoissé de Washington

Le sommet des ministres des Finances de la zone euro, puis de l'Union européenne, a été l'occasion, les 16 et 17 septembre, d'un combat de chiffonniers. Fait sans précédent, le secrétaire au Trésor américain s'était pourtant « invité », déclarant que la « division » des gouvernements européens faisait peser un « risque catastrophique » (1) sur l'économie mondiale... et les banques américaines.

Il avait appelé en particulier à renforcer encore le Fonds européen de stabilité financière, théoriquement doté de 400 milliards d'euros. Mais tous les gouvernements européens, qui ont apporté leurs garanties à ce fonds, sont terrifiés à l'idée de devoir se tourner contre leurs propres peuples, car ces milliards prêtés à la Grèce, au Portugal ou à l'Irlande pour permettre le paiement aux banques des intérêts de leur dette publique, ne seront sans doute jamais remboursés ! Il faudra 300 milliards au moins pour recapitaliser les banques européennes, avertit un dirigeant de Citigroup, l'une des principales banques américaines, prévoyant des « restructurations massives de dettes publiques des trois pays sous perfusion internationale, la Grèce, l'Irlande, et le Portugal » (2).

Les ministres de la zone euro ne se sont entendus que sur une chose : demander encore des « efforts supplémentaires » à la Grèce, dont le gouvernement du « socialiste » Papandréou doit faire face, constate angoissée la presse patronale, à un « front politique et sociale incandescent » (lire page 2). Le FMI, la Commission européenne et

la Banque centrale européenne (la fameuse « troïka ») menacent de ne pas débloquer une tranche supplémentaire du prêt de 110 milliards accordé l'an dernier.

La note de l'Italie abaissée pour cause d'“incertitude politique”

Mardi 20 septembre, l'agence américaine de notation financière internationale Standard & Poor's abaisse la note de l'Italie, dénonçant « la fragilité de la coalition au pouvoir » et « l'incertitude politique concernant les moyens de faire face aux défis économiques du pays ». Les banquiers ne croient pas que Berlusconi pourra appliquer le plan de rigueur de 54 milliards d'euros qu'il vient de faire passer au Parlement.

Grèce, Italie... « La classe politique et la population ne semblent pas disposées à faire les sacrifices qui s'imposent », accuse le banquier américain de Citigroup. Et la France ? « Il est entendu que le prochain président de la République sera amené à prendre des décisions difficiles de discipline budgétaire », dit-il.

En France, pour 2012 : “L'explosion sociale, la vraie” (un grand patron)

Un patron d'une multinationale française le confirme : « On entrera alors (après la présidentielle — NDLR) dans une très violente récession à cause du poids de la dette... Là, les Français vont découvrir ce que la rigueur veut vraiment dire... Ce sera violent, inéluctable... C'est à ce moment-là que l'explosion sociale, la vraie, interviendra » (3).

Leur système est en train de s'effondrer, et ils exigent toujours plus de mesures assassines, que les gouvernements pris à la gorge n'ont pas les moyens d'imposer jusqu'au bout aux travailleurs et qui ne font qu'enfoncer l'économie dans la spirale de la récession. ■

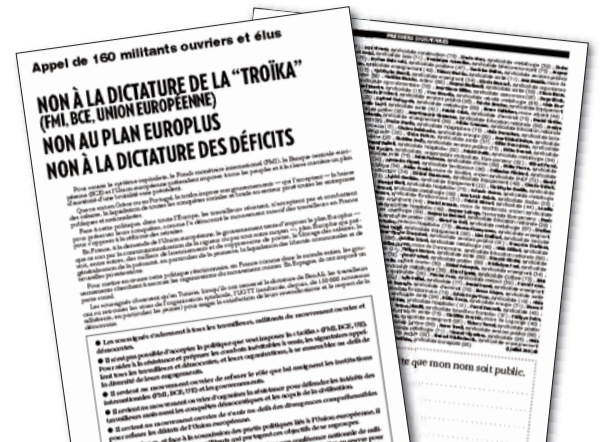
(1) Communiqué du Trésor américain, cité par *Le Monde* (18-19 septembre).

(2) Propos de Willem Buiters, chef économiste chez Citigroup, interviewé par *Les Echos* (19 septembre).

(3) Propos rapportés sur le blog du journaliste du *Figaro* Marc Landré, le 16 septembre.

Appel de 160 militants ouvriers et élus Non à la dictature de la "troïka" (FMI, BCE, Union européenne) Non au plan Europlus, non à la dictature des déficits

Nous poursuivons cette semaine la publication d'interviews et de contributions de militants initiateurs de l'appel lancé le 2 juillet au mouvement ouvrier pour qu'il refuse de se soumettre à la dictature de la réduction des déficits publics.



Pour vous procurer l'appel des 160 militants ouvriers et élus et la liste nominale de ces premières signatures, ou pour faire parvenir votre propre signature, contactez : appel2juillet@gmail.com
● Michel Allain : 14, rue Emile-Zola, appt 215, 92600 Asnières-sur-Seine.
● Philippe Selva : 14, rue de la Boétie, 91210 Draveil.

INTERVIEW



Jean Markun, syndicaliste, mines de fer, l'un des initiateurs de l'appel des 160

“ Sans le consensus, le patronat et le gouvernement ne pourraient pas imposer leurs contre-réformes ”

Comment analyses-tu la situation ?

Les mesures prises par les différents gouvernements (de gauche et de droite), l'Union européenne et le FMI aboutissent à une aggravation de la situation. En particulier concernant la Grèce et le risque d'un effet domino avec l'Italie, l'Espagne...

Pour les travailleurs et les pensionnés, ce n'est pas en restreignant leur pouvoir d'achat que va être trouvée une solution à la crise, qui est fondamentalement la crise du système capitaliste. Par exemple, pour les pensionnés du régime minier, il manque 30 % depuis 2001 ! Aussi, il ne peut pas y avoir de réforme du capitalisme, mais la nécessité d'une rupture, s'attaquant à la propriété privée des grands moyens de production.

Le PCF dit, fort justement, que ce n'est pas aux travailleurs de payer la dette et ensuite propose de faire intervenir la Banque centrale européenne pour réorienter, moraliser le capital. Ce qui est contradictoire !

Quel rôle joue le consensus autour de la « nécessaire réduction des déficits » ?

Sans le consensus, le patronat et le gouvernement ne pourraient pas imposer leurs contre-réformes. Un secteur où le consensus a fait des ravages au nom de la « réduction du déficit », c'est le régime minier. Cela a abouti, le 31 août 2011, à la publication d'un décret gouvernemental qui fait passer le régime minier au régime général et, par conséquent, permet sa destruction. Le consensus s'est exprimé dans le fait que les directions syndicales ont pris en charge la mise en œuvre des COG (convention d'objectif et de résultat — NDLR) qui organisent la destruction du régime minier.

L'intersyndicale s'est réunie jeudi 15 septembre sans parvenir à fixer les modalités de la journée d'action du 11 octobre. Qu'en penses-tu ?

En 2010, sur les retraites, toute radicalité a été évitée pour préserver le lien avec la CFDT. C'est la CFDT qui a dirigé le mouvement dans une

impasse ! Cela a abouti à ce que Bernard Thibault ne défende pas le mandat qu'il avait eu du congrès CGT de rejeter toute augmentation du nombre d'années de cotisation, alors que Chérèque donnait son accord sur le projet gouvernemental et la retraite à points. Le mouvement dans les raffineries aurait pu aboutir, mais les directions syndicales nationales n'ont pas réagi quand le gouvernement a imposé la réquisition.

Dans la sidérurgie, la CGT était d'accord pour le retrait de la réforme des retraites, mais, pour ne pas « effaroucher » la CFDT, elle a gommé ce mot d'ordre et, enfin, c'est la revendication de grève qui a été supprimée pour garder le contact avec la CGC ! Une couche importante de syndiqués et de travailleurs ont tiré les leçons de ce qui s'est passé.

Aujourd'hui il existe une résistance importante, en particulier dans la CGT, contre la volonté de ceux qui voudraient faire prendre en charge par le syndicat la « nécessaire réduction des déficits » et s'aligner sur la politique de Chérèque.

C'est, à mon avis, un des éléments qui explique que le 15 septembre « l'intersyndicale » n'a pas pu décider d'action commune.

Quelles sont les perspectives ?

La crise touche à nouveau l'industrie. Ainsi, dans la sidérurgie, Mittal a décidé de mettre à l'arrêt les installations qui ont un coût trop élevé. Les usines de Florange et d'Hayange sont donc une variable d'ajustement du coût du travail. Après ce que nous avons connu dans notre région, il est nécessaire d'avancer la revendication de renationalisation de la sidérurgie pour garantir le maintien de tous les emplois sur place. On ne peut pas en rester à des mesures comme par exemple conditionner l'autorisation par le gouvernement du chômage technique à Florange au bon vouloir de Mittal d'investir. « Une autre politique industrielle », c'est d'abord rompre avec l'Union européenne, le traité de Maastricht. Ce n'est pas gérer le capitalisme. La conférence nationale du 26 novembre devrait permettre d'approfondir cette discussion. ■

Lettre des six initiateurs de l'appel des 160

“ Nous proposons que la conférence nationale se tienne le 26 novembre ”

Chers camarades,

Depuis que nous avons lancé l'appel des 160, c'est par centaines que, dans tous les départements, des militants ouvriers de toutes tendances, des élus ont répondu en apportant leur signature et en engageant la discussion.

Les développements de cet été, et plus encore les événements des dernières semaines, l'accélération de la crise, les appels à l'union sacrée au nom des déficits publics confirment en tout point le bien-fondé de notre initiative.

Notre appel du mois de juillet se concluait par la proposition d'une conférence nationale de militants afin d'échanger nos points de vue et de discuter des moyens à mettre en œuvre pour défendre l'indépendance de nos organisations, notamment à l'égard des gouvernements, pour faire échec à tous les plans antisociaux préparés par l'Union européenne.

Cette conférence apparaît aujourd'hui comme d'une importance décisive. C'est pourquoi nous proposons qu'elle se tienne le samedi 26 novembre à Paris (dans une salle à déterminer) et nous appelons tous les signataires de l'appel à se réunir, à grouper autour d'eux des travailleurs, des militants, à constituer sous les formes appropriées des comités à même d'organiser la résistance et de désigner leurs délégués pour cette conférence.

Le 1^{er} septembre 2011

- Patrick HÉBERT, syndicaliste (Loire-Atlantique) ;
- Claude JENET, syndicaliste (Vaucluse) ;
- Jean MARKUN, syndicaliste, mines de fer (Moselle) ;
- Bruno RICQUE, syndicaliste hospitalier (Seine-Maritime)
- Alain ROQUES, syndicaliste recherche ;
- Bernard SAAS, syndicaliste chimie ■

Quel était l'objectif de l'euromanifestation de la CES ?

Samedi 17 septembre, à Wrocław (Pologne), juste après la clôture du sommet des ministres des Finances européens, la Confédération européenne des syndicats (CES) avait appelé à manifester.

Plusieurs milliers de syndicalistes polonais mais aussi allemands, hongrois ou lituaniens ont défilé derrière les mots d'ordre de « Oui à l'emploi et aux droits des travailleurs » et « Non à l'austérité ». Qui pourrait être contre ?

Mais, derrière les pancartes, quelles étaient les « vraies » revendications de la direction de la CES ?

Bernadette Segol, la nouvelle secrétaire générale de la CES, a déclaré : « Le message qu'on veut faire passer est que les coupes dans les salaires et l'austérité imposée un peu partout et en particulier dans les pays les plus durement touchés par la crise n'engendrent pas la croissance et ne vont pas permettre de réduire la dette. »

Donc, si on comprend bien, il s'agirait de « réduire la dette »... mais avec d'autres moyens. Comme si l'objectif de la « réduction de la dette » n'était pas l'instrument de tous les gouvernements européens pour s'attaquer à toutes les conquêtes sociales.

N'y a-t-il pas là la source du communiqué publié le 18 août en France par l'intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires) fixant « la maîtrise des déficits publics » et la « réduction de la dette » parmi les « priorités » de l'action syndicale ?

Un militant de la CGT ■

Chronique

INTERNATIONALE

"Sarkozy en terrain conquis"

Lucien Gauthier

C'est là le titre du quotidien *Libération*, daté du 16 septembre, à propos de la visite du Président français en Libye avec le Premier ministre britannique. Les interventions de Sarkozy à cette occasion ont confirmé qu'au-delà du pillage du pétrole, il s'agissait pour les grandes puissances, en intervenant militairement en Libye, de répondre à la déstabilisation que les révolutions tunisienne et égyptienne ont infligée à l'ordre que l'impérialisme prétend imposer à la planète. L'Algérie est nommément visée. Les déclarations, tant françaises qu'américaines, mettent en cause ce pays qui n'a pas reconnu la légitimité de l'intervention de l'Otan et du Conseil national de transition (CNT).

Comme l'écrit un « spécialiste » dans le journal patronal *Les Echos*, « *La chute de Kadhafi établit un continuum géopolitique proto-démocratique (sic) fragile* »

mais prometteur allant de l'Egypte au Maroc, à l'exception de l'Algérie. »

Un appel anonyme à des manifestations le 17 septembre pour « une révolution » en Algérie s'est vu massivement rejeté par le peuple algérien.

Des dizaines de milliers de jeunes Algériens ont, sur Facebook — où cet appel avait circulé —, dénoncé la main de services étrangers dans cette opération. Le voyage de Sarkozy en Libye, son appel à des « révolutions » dans tous les pays arabes, et notamment en Algérie, ont été très mal ressentis par la population algérienne.

En référence au mot d'ordre tunisien : « *De l'eau, du pain, pas Ben Ali* », un slogan circule en Algérie : « *Du pain sec, oui, mais pas la France* », exprimant ainsi la volonté de l'écrasante majorité du peuple algérien de préserver l'intégrité et la souveraineté de son pays face à l'impérialisme. De fait, le 17 septembre, il ne s'est rien passé, personne ne s'est rassemblé pour manifester.

Lors d'une conférence de presse, Louisa Hanoune a appelé à « *une rupture radicale avec les pratiques du parti unique et à l'instauration d'une Assemblée constituante* ». Elle appelle « *à une conférence d'urgence contre les guerres d'occupation dans le nord de l'Afrique* ».

L'événement



Manifestants à la Kasbah brandissant une banderole demandant "une Assemblée constituante pour changer la Constitution".

Tunisie

"Un représentant de l'Otan invité à Tunis"

Correspondant

La tentative d'imposer un référendum qui contrôle et limite le mandat de l'Assemblée constituante est avortée.

Mais la coalition des partis politiques, dont le Parti démocrate progressiste (parti centriste qui dispose de réserves financières colossales), le parti Ettajdid (ex-Parti communiste), le Forum démocratique pour le travail et les libertés (proche de l'Internationale socialiste), qui a organisé, le 11 septembre, une manifestation à Tunis pour déposséder le peuple tunisien de sa souveraineté sur l'Assemblée constituante, n'a pas renoncé.

La déclaration de la Haute Instance : limiter le mandat de l'Assemblée constituante

Yadh Ben Achour, le président de la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, vient d'annoncer la signature d'une déclaration par douze partis représentés au sein de la Haute Instance, et qui vise le même objectif : limiter le mandat de l'Assemblée constituante. Ce qui signifierait selon lui et les douze partis signataires « *la réussite de l'échéance électorale et du processus démocratique en Tunisie* ».

Les puissances impérialistes ne veulent pas d'une Assemblée constituante souveraine

Objectif qui est d'ailleurs inscrit dans le décret-loi signé le 3 août dernier par le pré-

sident intérimaire, Foued M'bazaa, et qui limite la fonction de l'Assemblée constituante à la préparation d'une Constitution dans un délai d'un an. Le président de la Haute Instance a reconnu que les discussions au sujet de cette déclaration étaient engagées depuis le 5 août.

"L'œuvre des forces de l'argent et de ceux qui sont hostiles à la révolution"

Seul le parti du Congrès pour la République n'a pas signé cette déclaration. Moncef Marzouki, son président, déclare que « *la bataille menée par certaines parties concernant la durée du mandat et les prérogatives de l'Assemblée constituante est l'œuvre des forces de l'argent et de ceux qui sont hostiles à la révolution* ».

Et il a raison. Les puissances impérialistes qui veillent à la remise en place d'un Etat qui soit à même de poursuivre la politique d'assujettissement au FMI et à l'Union européenne ne veulent pas d'une Assemblée constituante souveraine qui romprait cette tutelle. Aujourd'hui, Caïd Essebsi (*Premier ministre — NDLR*), comme Yadh Ben Achour tentent d'imposer au peuple tunisien la réunion d'une Assemblée constituante démunie de toute souveraineté.

Pour les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, l'ensemble du peuple opprimé, il est important que les représentants de l'UGTT, présents au sein de la Haute Instance, n'aient pas signé cette déclaration. Toute la stratégie politique du Premier ministre, Caïd Essebsi, est clairement annoncée depuis sa prise de fonction : il s'agit de contenir le programme de la révolution et poursuivre la politique de soumission au FMI et à l'Union européenne, voire de l'élargir en augmentant l'endettement financier et en ouvrant la perspec-

tive d'un partenariat privilégié avec l'Union européenne.

L'occasion fournie par l'agression impérialiste contre la Libye

L'agression impérialiste contre la Libye lui a donné l'occasion d'élargir le cadre de cette tutelle à l'Otan.

Après avoir acheminé, à partir du port de Zarzis, les armes et les munitions fournies par l'Otan au Conseil national de transition libyen, comme vient de le reconnaître son président, le gouvernement Caïd Essebsi vient d'engager des discussions avec les représentants de l'Otan en vue de « coopérer » avec cette organisation.

Karl Lamers, président de l'Assemblée parlementaire de l'Otan, a déclaré, à l'issue de son entrevue avec le ministre tunisien de la Défense, que « *l'Otan est disposée à soutenir la Tunisie en cette étape, à travers notamment des instruments de formation, compte tenu de son expérience dans l'observation des mutations démocratiques en Europe orientale* ». C'est clairement dit.

L'Otan pour la balkanisation de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient

La perspective de la balkanisation de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, ouverte par l'agression impérialiste en Libye est à l'ordre du jour pour l'Otan. Est-il de la responsabilité d'un gouvernement illégitime d'imposer un corset à l'Assemblée constituante en voulant limiter la durée de son mandat ? Est-il de ses prérogatives d'engager l'avenir de la nation en accroissant l'endettement du pays ? Qui l'a autorisé à engager des pourparlers avec l'Otan ?

ÉGYPTE

Le gouvernement décide d'étendre les lois d'urgence en vigueur depuis trente ans

Correspondant

Au lendemain de la manifestation devant l'ambassade de l'Etat d'Israël, le Conseil suprême des forces armées (CSFA) et le gouvernement Charaf ont décidé d'étendre les lois d'urgence, en vigueur depuis trente ans.

En six mois, ils ont traduit 12 000 civils devant des tribunaux militaires. Ils ont publié une loi antigrève pouvant imposer des peines allant jusqu'à un an de prison et une amende d'au moins 100 000 livres (12 350 euros). Ils veulent maintenant poursuivre les travailleurs, les paysans et les jeunes pour « *empiètement sur le droit au travail d'autrui* », « *entrave au flux du trafic* » et « *diffusion de fausses informations dans les médias* ». Ils veulent les faire juger, désormais, par des tribunaux d'exception. Le CSFA renvoie aux années noires du régime honni de Moubarak, mais aussi à ce qui a conduit tout le peuple à se dresser pour chasser le tyran. Bravant l'arsenal répressif des militaires, les intimidations des services de sécurité et des sbires du régime, les travailleurs continuent de se mobiliser par la grève et les manifestations, pour leurs revendications et pour l'épuration des corrompus.

PLACE TAHRIR, VENDREDI 9 SEPTEMBRE : Des dizaines de milliers manifestaient au cri de : « *Le peuple veut épurer l'Etat* ». Devant le palais de justice, des magistrats manifestaient pour l'« *indépendance du pouvoir judiciaire* ». D'autres manifestants se sont dirigés vers le bâtiment de la radiotélévision publique pour exiger « *l'indépendance des médias* ».



Manifestation des enseignants, le 10 septembre.

10 SEPTEMBRE : Près de 40 000 enseignants de plusieurs gouvernorats (Menoufia, Fayoum, Alexandrie, Beheira, Sud et Nord-Sinaï) manifestent devant le siège du gouvernement, à l'appel du syndicat indépendant des enseignants et de nombreuses associations de professeurs. Ils menacent de faire grève le jour de la rentrée scolaire. Ils agitent le spectre d'« *une année sans instituteur à cause de l'incurie* » (du ministère — NDLR). Avant de rejoindre la manifestation, des centaines d'entre eux ont défilé dans les rues du Caire avec une banderole où il était écrit : « *Pas de progrès pour une nation où le professeur est humilié !* »

11 SEPTEMBRE : Les ouvriers de la Société des moulins, au sud du Caire et à Gizeh, déclenchent une grève sur le tas dans plusieurs sites de la société pour, notamment, le passage de la prime mensuelle de 100 % du salaire fixe à 150 % et l'augmentation de la prime de panier.

12 SEPTEMBRE : Des milliers d'ouvriers des raffineries de sucre de Haute-Egypte sont en grève. Les travailleurs de cinq entreprises privatisées par Moubarak organisent un rassemblement devant le Conseil d'Etat qui statue, ce jour là, sur leur demande de renationalisation des entreprises.

13 SEPTEMBRE : Les médecins hospitaliers sont en grève à durée indéterminée pour des augmentations de salaires, l'amélioration des services de soins à la population et la démission des hauts fonctionnaires du ministère de la Santé corrompus.

14 SEPTEMBRE : Des milliers de médecins hospitaliers poursuivent leur grève.

17 SEPTEMBRE, JOUR DE LA RENTRÉE SCOLAIRE : « *Les enseignants égyptiens en grève pour la première fois depuis 1951* », titrent plusieurs quotidiens. A cette époque, l'Egypte était sous protectorat britannique. Le syndicat indépendant des enseignants a clairement formulé les revendications : « *La démission du ministre de l'Education qui fut un membre du secrétariat politique du parti au pouvoir, dissous.* — *Le droit à la prime de 200 % (du salaire fixe), sans préjudice des primes d'examen.* — *Un CDI pour tous les enseignants en poste, sans restrictions ni conditions.* — *Le droit à des augmentations de salaires, sans restrictions ou conditions, comme prévu par l'article 89 de la loi 125 régissant les échelles salariales des enseignants.* — *La définition d'un calendrier pour revenir à l'embauche des diplômés des universités qui forment les enseignants.* »

18 SEPTEMBRE : La grève nationale des enseignants se renforce. Le nombre d'écoles en grève passe de dix à dix-neuf à Ismaïlia. Dans le gouvernorat de Menoufia, dans le delta, elles sont cent dix-neuf. La

grève s'étend aux écoles du Caire et de Gizeh où la rentrée se fait avec un jour de décalage. Dans le quartier Hawamdia de Gizeh, vingt-cinq écoles sur trente-sept sont en grève. Dans celui d'Imbaba, les professeurs font le tour des écoles pour organiser la grève. Le syndicat indépendant dénonce les menaces de poursuites d'enseignants grévistes, en vertu de la loi antigrève, dans plusieurs villes du pays. Il dénonce aussi les pressions et l'intimidation opérées par des officiers de la Sécurité centrale. Le gouverneur du Caire, le directeur de l'enseignement de Quaisna, la police militaire et les officiers de la Sécurité centrale, à Louxor, des hauts fonctionnaires, à Tanta, ont ainsi essayé d'empêcher les professeurs de faire grève. Ils n'y sont pas parvenus.

Des milliers de travailleurs des transports publics : conducteurs, employés, techniciens, engagent une grève pour l'augmentation des salaires, l'amélioration de la protection sociale et des conditions de travail. La grève est conduite par le syndicat indépendant des transports, nouvellement créé. Le syndicat officiel, lui, n'appelle pas à la grève et, considérant que les droits des travailleurs sont respectés, il dit avoir formé des comités pour les convaincre de ne pas faire grève.

19 SEPTEMBRE : « *La grève historique des professeurs est entrée dans sa troisième journée* », titre le quotidien égyptien *Al Ahram*. Selon les correspondants du syndicat indépendant des enseignants, 70 % des écoles égyptiennes sont en grève, trois jours après la rentrée scolaire. Quasiment tous les gouvernorats du pays sont touchés. Quarante-neuf écoles dans le gouvernorat d'Assouan sont en grève, quarante-sept à Port-Saïd, soixante-quatre dans le gouvernorat de Gizeh, vingt-neuf dans celui de Mînya, onze à Suez. Les professeurs manifestent dans plusieurs villes du pays, à Tanta, Louxor, Assiout, etc. .

PALESTINE

Mahmoud Abbas réclame l'admission de l'Autorité palestinienne à l'ONU

La Palestine de 1946 à nos jours



Photo DR

François Lazar

Le 20 septembre, l'Assemblée générale des nations unies devait voter pour ou contre la reconnaissance d'un Etat de Palestine comme Etat membre de l'ONU.

Cette demande formulée par Mahmoud Abbas, président non élu (son mandat a expiré en janvier 2009) de l'Autorité palestinienne et soutenue par plus de cent trente Etats membres a été présentée, notamment par l'Humanité dimanche, comme une « chance » pour la paix.

Ouvrir le débat

Ce numéro d'Informations ouvrières paraissant au lendemain du vote, nous reviendrons plus en détail la semaine prochaine sur le résultat et ses conséquences immédiates. Afin d'ouvrir ce débat dans nos colonnes, nous laissons la parole à Joseph Massad, professeur d'université dans l'Etat de New York, aux Etats-Unis, en publiant des extraits d'un article paru sur le site Al-Jazeera English.

Dans l'intérêt d'Israël

Pour Massad, « *il est important de souligner d'emblée que si l'ONU accorde à l'Autorité palestinienne (AP) le gouvernement d'un Etat sous occupation et le statut d'observateur, ou si elle refuse de le faire, d'une manière ou d'une autre le résultat sera dans l'intérêt d'Israël. Cela parce que la seule partie jouée à toujours été celle des intérêts d'Israël, et il est clair que, quelle qu'elle soit, la stratégie qui recueille le soutien international, avec ou sans l'approbation des Etats-Unis et d'Israël, doit garantir a priori les intérêts israéliens. Le vote de l'ONU en est une illustration.* »

Les implications du vote de l'ONU

Développant les implications possibles du vote de l'ONU, Joseph Massad considère que « *si l'ONU vote le statut d'Etat de l'AP, cela aura plusieurs implications immédiates :* ● *L'OLP (Organisation de libération de la Palestine) cessera de représenter le peuple palestinien à l'ONU, et l'AP la remplacera comme étant son Etat présumé.* ● *L'OLP, qui représente tous les Palestiniens (environ douze millions de personnes dans la Palestine historique et dans la diaspora) et qui a été reconnue comme leur "seule" représentation à l'ONU en 1974, sera rabaisée à l'AP, qui ne représente que les Palestiniens de Cisjordanie (environ deux millions de personnes) (...).*

Affaiblir politiquement le droit au retour et à l'indemnisation

● *Il affaiblira politiquement le droit au retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers et à être indemnisés, comme cela est stipulé par des résolutions de l'ONU. L'AP ne représente pas les réfugiés, même si elle affirme représenter leurs "espoirs"*

d'établir un Etat palestinien à leurs dépens. Effectivement, certains juristes internationaux craignent que le nouveau statut de l'AP abroge entièrement le droit au retour des Palestiniens. Il fera aussi perdre les droits des citoyens palestiniens d'Israël qui subissent un racisme institutionnel et juridique dans l'Etat israélien, dans la mesure où il les mettra devant le fait accompli de l'existence d'un Etat palestinien (malgré sa nature fantasmagorique).

● *Cela ne fera que donner crédit aux revendications israéliennes selon lesquelles les Juifs ont un Etat et que les Palestiniens en ont maintenant un, eux aussi, et que si les citoyens palestiniens d'Israël ne sont pas contents, ou même s'ils sont contents, de leur statut de citoyens de troisième classe en Israël, ils pourraient se déplacer ou être forcés à se déplacer dans l'Etat palestinien (...).* »

Poursuivre la politique répressive de l'Autorité palestinienne à l'égard de la population palestinienne

Dans ce cas de figure, l'Etat de Palestine aura une priorité : poursuivre la politique répressive et carcérale de l'Autorité palestinienne à l'égard de la population palestinienne, dont tous les actes de protestations seront considérés par Israël comme un acte de guerre d'un Etat voisin à son encontre.

Le peuple palestinien et ses intérêts ne font même pas partie de cette équation

Joseph Massad étudie ensuite le second résultat possible : « *Un veto des Etats-Unis et-ou leur capacité à faire pression et à tordre le bras de dizaines de pays du monde pour qu'ils refusent la candidature de l'AP à l'Assemblée générale et qui aboutirait à l'échec de la reconnaissance de l'Etat de l'AP, sera aussi au bénéfice d'Israël (...). L'un ou l'autre résultat maintiendront le peuple palestinien colonisé, discriminé, opprimé et exilé. L'objet de tout ce brouhaha sur le vote à l'ONU est en définitive de savoir lequel de ces deux scénarii est le meilleur pour les intérêts israéliens. Le peuple palestinien et ses intérêts ne font même pas partie de cette équation (...).* » Nous y reviendrons...



Après les bombardements israéliens à Gaza

Photo AFP

Grande-Bretagne

CONGRÈS DES SYNDICATS BRITANNIQUES (TUC)

Contre la réforme des retraites, quatorze syndicats appellent les travailleurs du secteur public à la grève

Jean-Pierre Barrois

Les dispositions avaient été prises pour que les choses se passent autrement avec, pour la première fois, un congrès des TUC dont le nombre de délégués était divisé par deux. Mais il y avait une chose que l'on ne pouvait diviser par deux, c'est la volonté des travailleurs britanniques, et particulièrement ceux des services publics, que la manifestation du 26 mars dernier à Londres, suivie de la grève de plus de 800 000 travailleurs des services publics le 30 juin dernier, ne restent pas sans lendemain, alors qu'on annonce la suppression de milliers d'emplois partout à travers le pays, la réforme des retraites et la privatisation de la poste, en application du plan d'austérité imposé par le FMI et la Banque centrale européenne (BCE).

A la veille du congrès, il y avait bien eu un certain nombre de déclarations très « radicales » de la part de la direction des TUC assaillie par des milliers de résolutions de sections condamnant l'absence des grandes organisations Unite, Unison et GMB dans la grève du 30 juin. Comme le faisait remarquer un délégué : « Pour la direction, c'était le jeu habituel. »

« Standing ovation » pour Dave Prentis

Et puis, tout a dérapé. « Dans le bon sens », précise ce délégué qui ajoute : « Ce qui prouve qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. »

Il y a d'abord eu les huées qui ont accueilli le discours du leader du Labour Party, David Miliband, lorsqu'il a osé condamner la grève du 30 juin dernier pour appeler les délégués à ne pas faire grève dans les mois à venir. Paroles qui ne sont pas sans rappeler les multiples déclarations du Premier ministre, David Cameron, selon lequel « tout le monde serait dans le même bateau ». Celui de Bruxelles et du FMI, celui de la réduction des déficits publics, faut-il le préciser ?

A l'inverse, il y a eu cette « standing ovation » lorsque Dave Prentis, secrétaire général du syndicat Unison, a présenté la résolution sur la réforme des retraites en annonçant qu'il venait de prendre



Le secrétaire général du syndicat Unison, lors d'un vote au congrès des TUC.

la décision d'organiser une consultation à bulletin secret — comme l'y obligent les lois antisyndicales de Thatcher maintenues par le Labour — du million de membres du syndicat proposant une grève unie le 30 novembre prochain. Cette proposition a été immédiatement reprise à la tribune par Mark Serwotka, secrétaire général du syndicat de la Sécurité sociale PCS avant que, dans un tonnerre d'applaudissements, la résolution soit adoptée à l'unanimité.

Dès avant l'interruption de séance, des dizaines de délégués ont appelé leur région, leur sections pour annoncer la nouvelle. Déjà, neuf autres syndicats nationaux anglais (GMB, Unite, FBU, Prospect, NUT, ATL, UCU, NASWUT, NAHT), un syndicat enseignant écossais, EIS, un syndicat gallois, UCAC, ainsi que le syndicat des services publics d'Irlande du Nord, NIPSA, quatorze syndicats en tout, s'étaient associés à la préparation de la grève ou allaient en discuter dans les heures

à venir. A ce jour, ce sont ainsi près de quatre millions de travailleurs des services publics qui sont appelés à répondre oui à la proposition de grève. Une grève qui, selon la presse, s'annonce comme la plus importante depuis la grève générale de 1926.

Parmi les résolutions adoptées

- La résolution du syndicat Unite demandant le retrait immédiat des troupes de l'Otan de Libye et d'Afghanistan.
- La résolution proposée par Alex Gordon, président du syndicat des cheminots RMT, contre l'accord Union européenne-Inde prévoyant que des travailleurs indiens viennent travailler en Europe aux conditions... indiennes !

RÉACTIONS ET COMMENTAIRES APRÈS LE CONGRÈS

“Aucun “deal” avec le gouvernement !”

George Binette, secrétaire de l'union locale des TUC et de la section Unison de la municipalité de Camden



« Je suis très satisfait. A mon avis, il y a longtemps que cela aurait dû être fait. Maintenant, les militants doivent veiller à ce que cette grève

mette clairement en avant l'opposition aux plans du gouvernement de coalition en matière de suppressions d'emplois, de réduction des salaires et de privatisations supplémentaires. Il nous faut également veiller à exercer le maximum de contrôle sur le processus de préparation de la grève et notamment bien veiller à ce que les adhérents du syndicat interdisent toute tentative de “deal” qui pourrait émerger des négociations avec le gouvernement. »

“Cette réforme n'est ni amendable ni négociable. Elle doit être retirée”

Mike Calvert, secrétaire adjoint de la section Unison de la municipalité d'Islington

“Nous allons organiser la consultation dans les services publics municipaux et territoriaux, dans la santé et les services administratifs des ministères. Il est grand temps qu'Unison rejoigne les autres syndicats dans l'action commune pour défendre nos retraites qui sont attaquées par le gouvernement. La section Unison d'Islington a depuis longtemps pris position en faveur de l'action unie afin de porter un coup d'arrêt à la politique de ce gouvernement qui n'est que l'application des plans de l'Union européenne, du FMI et de la BCE, ce que l'on appelle la “troïka” qui ruine la vie des travailleurs à travers l'Europe.

A Islington, nous prenons les dispositions nécessaires pour organiser dans les plus brefs délais un meeting public où prendront la parole des représentants des sections locales des syndicats des services publics présents sur la municipalité : GMB (1), UNISON, NAS-UWT (2), NUT (3), PCS (4), UCU (5) et FBU (6).

Je suis d'accord avec George Binette. Il a raison d'insister sur le fait qu'il “faut veiller à ce que les adhérents du syndicat interdisent toute tentative de deal.” Ce projet de réforme des retraites, qui

propose que les gens travaillent jusqu'à 68 ans et plus, il faut le dire, est imposé par la troïka au nom d'une prétendue nécessité de participer à la réduction des déficits publics. Cette réforme n'est ni amendable ni négociable. Elle doit être retirée. Tout “deal” dans le cadre proposé par la réforme reviendrait de fait à transformer notre syndicat en instrument d'application des plans de la troïka. C'est ce que recherche le gouvernement lorsqu'il répète que nous sommes tous dans le même bateau. Il ne peut y avoir de consensus ni sur la réforme des retraites ni sur les autres aspects du plan d'austérité. C'est ce qui a amené récemment la section de Unison à préparer la grève pour le retrait du plan de cent onze suppressions d'emplois découlant du budget voté par la municipalité Labour sur ordre du gouvernement de coalition. »

- (1) Services publics municipaux.
- (2) Enseignement primaire.
- (3) Enseignement secondaire.
- (4) Sécurité sociale.
- (5) Enseignement supérieur.
- (6) Pompiers.

KAZAKHSTAN

Les travailleurs du pétrole sont en grève depuis cinq mois

Une répression sanglante se déchaîne contre les syndicalistes.

Le journal en langue russe *Rabochie Izvestiya*, dont le numéro 20 (septembre 2011) vient de paraître, publie une correspondance de Russie à propos des suites de la grève des ouvriers des hydrocarbures au Kazakhstan occidental, dans la plus grande république d'Asie centrale ex-soviétique dirigée, depuis 1991, par les anciens dignitaires de la bureaucratie reconvertis à « l'économie de marché ».

“La grève héroïque des travailleurs du pétrole du Kazakhstan occidental en est à son cinquième mois, ce qui est sans précédent. La situation devient de plus en plus tendue. Le pouvoir et le patronat augmentent la répression, mais les ouvriers ne reculent pas.

Le 2 août, un militant syndical de 28 ans, le foreur Dzhaksylyk Turbaev, a été assassiné. Il avait été à l'initiative du renouvellement de la direction vendue du syndicat de l'entreprise Ozenmunaygaz et il était pressenti pour le poste de président du syndicat. Le 2 août devait se tenir la conférence électorale du syndicat. Mais l'administration de la compagnie, sachant que Dzhaksylyk était délégué à la conférence, a insisté pour qu'il soit assigné à son poste de travail.

C'est là qu'ont déboulé trois tueurs, au moment où tous les ouvriers étaient à la réunion syndicale.

Auparavant, le patron avait tenté de mettre Turbaev de son côté, mais l'ouvrier avait déclaré qu'il ne trahirait pas ses idées ni ses camarades pour une amône. C'est la raison de son assassinat.

Le 8 août, Natalia Sokolova, juriste au syndicat

des ouvriers de Karazhanbasunay, a été condamnée à six ans de camp. Elle était inculpée en vertu de deux articles du Code pénal, l'article 164-3 (« incitation à la discorde sociale ») et l'article 334-2 (« organisation de réunions et meetings illégaux »). C'est ainsi que, aujourd'hui au Kazakhstan, l'activité syndicale est assimilée à un crime de droit commun.

Le 18 août, Aldzhanat Aminov, militant syndical de l'entreprise Ozenmunaygaz, est passé en jugement. Il était inculpé en vertu de l'article 334-2 du Code pénal (violation des règles d'organisation des réunions, meetings, piquets et manifestations).

Le tribunal l'a condamné à deux ans de prison avec sursis.

Le 24 août, près de la ville de Dzhanaozen, on a découvert le cadavre de la fille du président du comité syndical d'Ozenmunaygaz, Kurdaybergen Karabayev, Dzhanasaul, qui avait disparu le 20 août. Elle était âgée de 18 ans. Kurdaybergen venait d'être élu président du comité syndical et soutenait la grève. Les ouvriers considèrent ce crime comme une tentative d'effrayer les ouvriers du pétrole.

Le 7 septembre. Peu de temps avant cette date, les ouvriers en grève avaient reçu une lettre du patron et des autorités sur la nécessité de mener des négociations. Après un accord avec les autorités de la région de Mangistau, une rencontre avait été fixée pour le 7 septembre entre les ouvriers et leur employeur. A la rencontre étaient présents des représentants de la direction de la compagnie, dont Nin Dze, président de la société Karazhanbasunay, dirigeant de la compagnie chinoise d'Etat Citic et en même temps membre du Parti communiste chinois. Quand on commença à parler de la nécessité de négocier, Nin Dze interrompit les ouvriers en déclarant qu'il n'y aurait aucune négociation parce que les grévistes étaient tous licenciés et qu'ils n'avaient rien à faire ici. A la fin de son discours, il éclata de rire et sortit de la salle sans même avoir levé la séance.

Le 8 septembre, Natalia Adzhigalievna, militante du comité de grève d'Ozenmunaygaz, a été arrêtée sans ménagement par la police et emprisonnée pour quinze jours.

La rédaction de *Rabochie Izvestiya* s'adresse à l'Entente internationale des travailleurs et des peuples et au Comité international contre la répression pour qu'ils fassent circuler ces informations dans le mouvement ouvrier et démocratique international, afin d'élargir la campagne de solidarité sur les mots d'ordre :

- Bas les pattes devant les ouvriers du Kazakhstan occidental et leurs syndicats !
- Arrestation et châtiement des coupables de l'assassinat de Turbaev et Karabayeva !
- Libérez Natalia Sokolova et l'ensemble des militants syndicaux emprisonnés !
- Rétablissement à leur poste de travail de tous les grévistes licenciés !
- Respect des conventions 87 et 98 de l'OIT ratifiées par la République du Kazakhstan ! »

U N E S E M A I N E D A N S L E M O N D E

MONDE

Le commerce international en chute libre

Le commerce international ralentit plus fortement que prévu cette année, en raison de la crise économique et financière qui persiste, reconnaît le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Pascal Lamy.

L'ampleur de cette chute sera dévoilée à l'occasion du sommet du G 20 de Cannes (France), début novembre.

ALLEMAGNE

La critique de l'euro et de l'intégration européenne s'étend (AFP, 16 septembre)

La critique de l'euro et de l'intégration européenne, parfois très vive, s'étend en Allemagne. Au-delà de la sphère médiatique, le débat a gagné tout le pays et montre que plus de dix ans après, la question de sortir de l'euro est posée.

« Le débat public qu'il y a eu en France, notamment au moment du traité de Maastricht, puis de la Constitution européenne, n'a jamais eu lieu ici dans cette dimension. Il y a un effet de rattrapage », déclare une analyste de l'Institut allemand de politique étrangère.

« Aujourd'hui, il y a dans la population ce sentiment que l'Union européenne a coûté à l'Allemagne des réformes douloureuses », conclut-elle, se référant aux programmes de l'ancien chancelier social-démocrate, Gerhard Schröder, qui ont imposé notamment une stagnation des salaires et une flexibilité accrue de l'emploi.

LE CHIFFRE

13

C'est, en millions, le nombre d'emplois détruits dans les pays de l'OCDE depuis le début de la récession, selon un rapport que vient de publier cette organisation. Le nombre de chômeurs dépasse ainsi dans la même zone les 44 millions.

CRISE

La tension monte entre les Etats-Unis et l'Europe

Le représentant américain présent à la réunion des ministres européens des Finances, à Wrocław, en Pologne, a enjoint la zone euro de « mobiliser plus d'argent pour résoudre l'interminable crise de la dette » et mis en garde contre les risques « catastrophiques » que font peser ses divisions, dans un rappel à l'ordre « peu goûté par les responsables européens » (AFP). Convié exceptionnellement à cette réunion, le secrétaire au Trésor américain, Timothy Geithner, a réclamé que cessent des divisions en Europe sur les moyens de régler la crise, notamment entre les gouvernements et la Banque centrale, dirigée par Jean-Claude Trichet.

« Tout le monde doit travailler ensemble (...) afin d'éviter des risques catastrophiques pour les marchés financiers », a-t-il souligné, s'inquiétant d'une « menace de défauts en cascade » des pays de la zone euro. Ses remontrances ne se sont pas arrêtées là. Selon le ministre autrichien des Finances, Maria Fekter, il a demandé aux pays de l'union monétaire d'augmenter leur Fonds de secours pour les Etats en difficulté (FESF) et de soutenir financièrement davantage leurs banques très fragilisées.

Photo AFP



Haïti : les manifestations anti-Minustah se multiplient dans la capitale

Jets de pierres et de gaz lacrymogènes ont marqué les affrontements entre la Compagnie d'intervention et de maintien de l'ordre (Cimo) et les étudiants, le 14 septembre dernier, au cours de l'une des nombreuses manifestations contre la Minustah (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti — NDLR) qui se déroulent chaque jour dans la capitale haïtienne. Après avoir emprunté les quartiers de Sans Fil, Saint-Martin, Bel-Air, Avenue

John Brown, Avenue Lamartinière (plus connue sous le nom de « Bois Verna »), les manifestants, entre-temps rejoints par des riverains des camps de réfugiés toujours en place deux ans après le séisme, s'approprièrent à se diriger vers le palais national.

L'unité spécialisée Cimo a alors chargé les manifestants, qui criaient « A bas la Minustah », pour les empêcher d'entrer dans le périmètre du Champ de Mars.

HAÏTI (SUITE)

La Faculté d'ethnologie, ligne de front des manifestations anti-casques bleus

Les étudiants de la faculté d'ethnologie déclarent qu'ils continueront jusqu'au départ de la Minustah.

« Interdiction aux soldats de la Minustah de circuler dans les parages de la faculté d'ethnologie », lit-on sur une affiche posée contre les murs de la faculté.

Le porte-parole du mouvement, Frontal Elie Odivin, annonce que les manifestations gagneront tous les départements. Il s'agit, selon lui, « de débarrasser le pays de ces soldats dont la mission coûte plus de sept milliards de dollars, alors qu'une bonne partie

de la population haïtienne vit en dessous du seuil d'extrême pauvreté, avec moins d'un dollar par jour ».

Le mouvement de protestation a éclaté après le viol d'un jeune haïtien de 18 ans par des militaires uruguayens de la Minustah. « Dans le cas où Michel Joseph Martelly (président « élu » par la fraude — NDR) s'entête à renouveler le mandat des troupes onusiennes sur le territoire, les étudiants des onze entités de l'université d'Etat d'Haïti vont se lever en bloc contre le chef de l'Etat et le Parlement », déclarent les étudiants.

ÉTATS-UNIS

Obama va-t-il laisser tuer Troy Davis ?

Le comité des grâces de l'Etat raciste de Géorgie a refusé de gracier Troy Davis, un jeune Noir condamné à mort en 1991, accusé sans preuves d'avoir tué un policier blanc et qui n'a cessé de clamer son innocence. L'exécution de Troy Davis a été programmée par injection létale mercredi 21 septembre à la prison de Jackson (Géorgie). Neuf témoins avaient désigné à l'époque Troy Davis comme l'auteur du coup de feu. Mais l'arme du crime n'a jamais été retrouvée et aucune empreinte digitale ou ADN n'a été relevée. Depuis, sept de ces neuf témoins sont revenus sur leurs déclarations accusant la police d'avoir fait pression sur eux pour leur extorquer un faux témoignage.

« Il y a trop de doutes dans cette affaire », a déclaré Laura Moye, directrice de la commission pour l'abolition de la peine de mort à Amnesty international. Comme Troy Davis, un autre prisonnier noir, Mumia Abu Jamal, se trouve lui aussi depuis des années dans le couloir de la mort, au terme d'un procès raciste, et son exécution peut être décidée à tout instant.

A Chicago, devant le siège de campagne de Barack Obama, « premier président noir des Etats-Unis », plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, criant : « Libérez Troy Davis ! »

CHILI

Le gouvernement commence à reculer devant la mobilisation des étudiants



Manifestation étudiante à Santiago du Chili.

Le gouvernement chilien a accédé partiellement à des demandes des étudiants, mobilisés depuis quatre mois.

Le ministre de l'Education, Felipe Bulnes, a accepté deux des quatre conditions émises par les étudiants pour des négociations : des sessions transparentes, via la télévision ou Internet, et un gel des subventions aux universités privées réalisant des profits, un des thèmes du contentieux.

Le ministre a par contre rejeté un délai pour boucler le semestre et récupérer les heures de classe perdues. Il a aussi refusé de geler une première série de réformes déjà engagées au Parlement, que les étudiants jugeaient insuffisantes.

« Nos propositions vont bénéficier à plus de 500 000 étudiants », a déclaré le ministre, en référence notamment à l'octroi de crédits avantageux pour les études, et au rééchelonnement des dettes de 110 000 étudiants.

Etudiants, lycéens et enseignants sont mobilisés depuis mai pour une réforme profonde du système éducatif qu'ils jugent inégalitaire.

Ils réclament notamment des moyens accrus pour l'enseignement public, frappé par le désengagement de l'Etat depuis la dictature de Pinochet, et la garantie constitutionnelle d'une éducation gratuite de qualité.

ESPAGNE

Dettes publiques à 65,2 % du PIB, record historique pour les régions

La dette publique de l'Espagne a encore augmenté au deuxième trimestre, à 65,2 % du PIB, soit huit points de plus qu'il y a un an (57,2 %), creusée notamment par la dette des régions, qui atteint un niveau historique, selon des chiffres publiés le 16 septembre par la Banque d'Espagne.

La dette publique de l'Espagne s'élevait ainsi, fin juin, à 702,806 milliards d'euros.

Au deuxième trimestre 2011, la dette cumulée des dix-sept régions autonomes atteignait 133,172 milliards d'euros, soit 12,4 % du PIB du pays (contre 10,2 % un an plus tôt), un record historique selon les chiffres de la Banque d'Espagne, tandis que celle des municipalités s'élevait à 37,64 milliards (3,5 % du PIB). Douze des dix-sept régions n'ont pas atteint au premier semestre l'objectif de déficit budgétaire fixé par le gouvernement qui exige d'elles « des efforts supplémentaires », a annoncé récemment le ministre de l'Economie, Elena Salgado.

CISJORDANIE

Des terres palestiniennes expropriées pour implanter deux colonies israéliennes

Israël a exproprié plus de cent hectares de terres palestiniennes dans le nord de la Cisjordanie au bénéfice de deux colonies israéliennes, rapporte l'organisation israélienne « La paix maintenant ».

L'Etat israélien a décrété que ces terres des villages de Mizra'a, Al-Janiya et Qaryut, au nord de Ramallah, sont désormais des « terres domaniales » à sa disposition.

D'après l'organisation « La paix maintenant », depuis 2001, plus de cent colonies fondées en Cisjordanie ont ainsi reçu l'aval et le soutien matériel des autorités israéliennes.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Tribune libre de la lutte des classes

Dans le cadre de sa tribune libre, *Informations ouvrières*, fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité de s'exprimer librement à tout groupement ou formation politique qui entend

sincèrement combattre pour l'émancipation des travailleurs. Cela sous leur propre responsabilité. L'hebdomadaire est édité par l'association (loi 1901) Informations ouvrières.
Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

• **Rédacteur en chef** : Lucien Gauthier.
• **Siège** : 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
• **Imprimerie** : Rotinfed 2000, Paris.
• **Tirage** : 20 000 exemplaires.
• **Commission paritaire** : 0909 C85 410.
• **ISSN** : 0813 9500.

• **Rédaction** : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016 - 75479, Paris CEDEX 10.
Tél. : 01 48 01 89 23.
Fax : 01 48 01 89 29.
E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• **Administration-abonnements** : Maïté Dayan.
Tél. : 01 48 01 88 22 ; 01 48 01 88 41.
E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com
• **Dépôt légal** : à publication.

PARIS - ESPACE CHARENTON - 14 H

327, rue de Charenton, 75012

SAMEDI 1^{er} OCTOBRE

MEETING

INTERNATIONALISTE



À BAS LA DICTATURE DE LA RÉDUCTION DES DÉFICITS PUBLICS !

Ils prendront la parole au meeting internationaliste du 1^{er} octobre à l'appel du POI

DE FRANCE

 **Daniel Gluckstein**, secrétaire national du POI ;

 **Gérard Schivardi**, secrétaire national du POI ;

 **Patrick Hébert**, militant syndicaliste ;

 **Jean Markun**, militant syndicaliste.

D'IRLANDE

 **Brian Forbes**, responsable national à l'organisation du syndicat Mandate (troisième plus grand syndicat irlandais).

DE GRANDE-BRETAGNE

 **Alex Gordon**, président du syndicat des cheminots, des marins et des ouvriers du secteur des transports de Grande-Bretagne (RMT).

D'ESPAGNE

 **Jordi Salvador Duch**, secrétaire général de l'UGT de Tarragone.

DU PORTUGAL

 **José Baiao**, membre de la commission des travailleurs de la compagnie aérienne nationale TAP.

DE GRÈCE

 **Hélène Zografaké-Telemè**, membre de la commission exécutive de OLME, syndicat des enseignants du secondaire de Grèce.

D'ALLEMAGNE

 **Paul Paternoga**, responsable IG Metall, président du conseil d'entreprise de

l'entreprise Humboldt-Wedag, membre de la direction régionale de la commission ouvrière (AfA) du SPD de Rhénanie-du-Nord-Westphalie.

DE TUNISIE

 **Sami Tahri**, secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire de l'UGTT.

Adelaïde, étudiante, prendra la parole au nom des groupes de l'Alliance des Jeunes Révolutionnaires (AJR)

Participez au financement de leur venue.

PRENEZ VOTRE BON DE PARTICIPATION.